

Cote du document: EB 2012/107/R.19/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 9 c) ii)
Date: 13 décembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République populaire de Chine pour le

Projet de développement agricole et rural dans le Yunnan

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sana F.K. Jatta
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2446
courriel: s.jatta@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent septième session
Rome, 12-13 décembre 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	4
A. Zone d'intervention et groupe cible	4
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du projet	6
A. Approche	6
B. Cadre organisationnel	6
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	7
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du projet	9
A. Coût du projet	9
B. Financement du projet	9
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	11
V. Considérations d'ordre institutionnel	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VII. Recommandation	12
 Annexe	
(Negotiated financing agreement) Accord de financement négocié	13
 Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

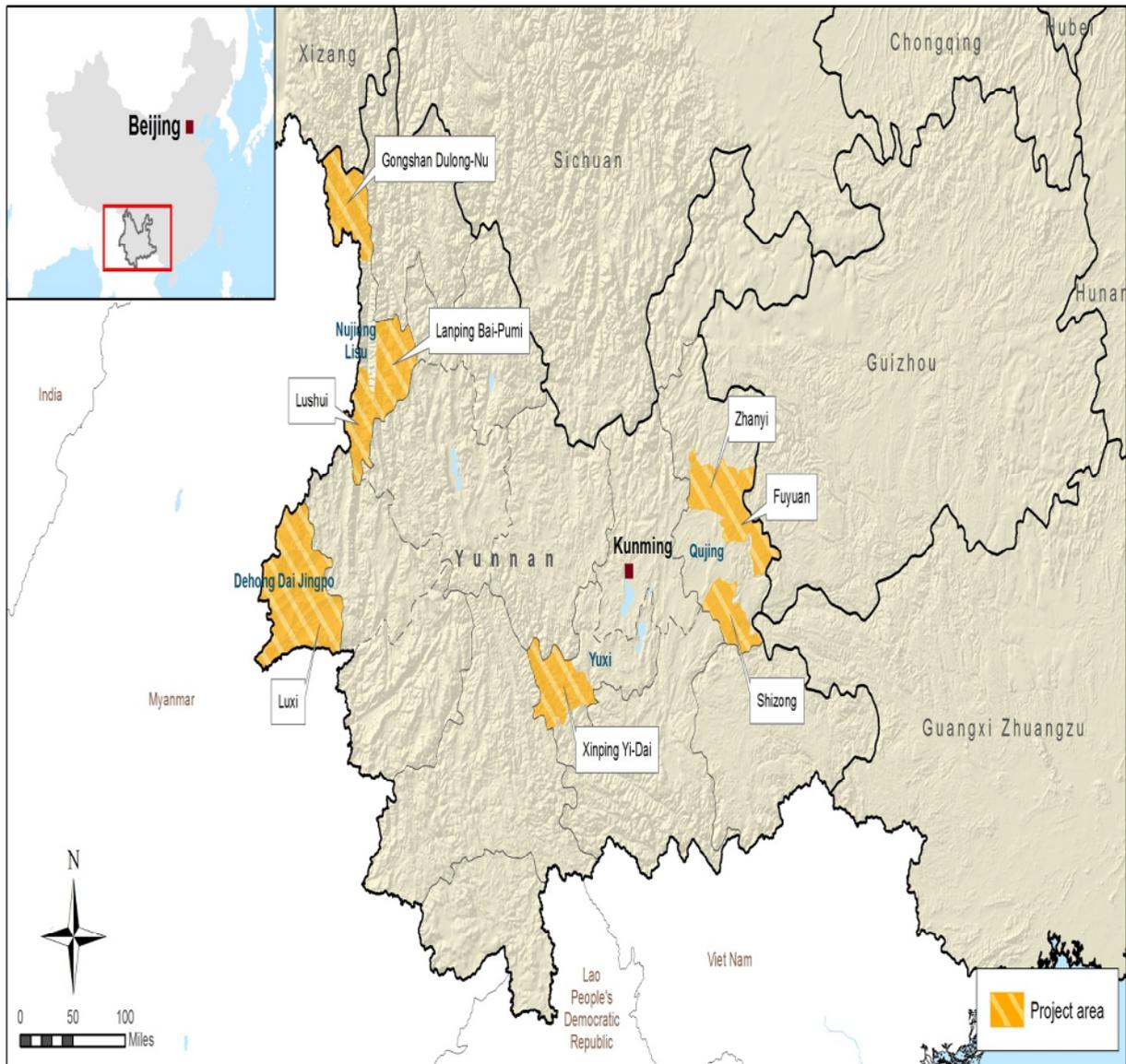
BGP	Bureau de gestion de projet
CNY	Yuan chinois
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi et évaluation

Carte de la zone du projet

China

Yunnan Agricultural and Rural Improvement Project

President's report



27-09-2012



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République populaire de Chine

Projet de développement agricole et rural dans le Yunnan

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire de Chine
Organisme d'exécution:	Ministère des finances
Coût total du projet:	94,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	30,45 millions de DTS (équivalant approximativement à 46,70 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Contribution de l'emprunteur:	Environ 47,30 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République populaire de Chine pour le Projet de développement agricole et rural dans le Yunnan, telle qu'elle figure au paragraphe 51.

Proposition de prêt à la République populaire de Chine pour le Projet de développement agricole et rural dans le Yunnan

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. **Résultats macroéconomiques.** Depuis le lancement des vastes réformes économiques à la fin des années 1970, la population chinoise, estimée à 1,34 milliard de personnes en 2010, a connu une croissance économique sans précédent. Une augmentation réelle annuelle du PIB à hauteur de 10% environ a été enregistrée en continu pendant plus de dix ans, jusqu'en 2007, augmentation qui s'est établie à 9% en 2009 et 2010 malgré la crise financière mondiale de 2008. Selon certaines estimations, la croissance du PIB devrait maintenant ralentir. En 2011, celle-ci était de 9% et, selon les estimations préliminaires, elle devrait être de 7,8% pour le premier semestre de 2012, à un an d'écart. Avec ce développement économique rapide et un taux de croissance démographique en baisse, le PIB par habitant est passé de 381 yuans chinois (CNY) en 1978 à environ 29 700 CNY en 2010, équivalant à quelque 4 500 USD. Une évolution sensible dans la composition du PIB a également eu lieu, l'agriculture perdant de l'importance au profit de l'industrie et des services. En milieu rural, le revenu net moyen par habitant est passé de 686 CNY en 1990 à 5 919 CNY en 2011. Cette croissance est en grande partie due aux salaires provenant des activités extra-agricoles.
2. **Agriculture et développement rural.** Entre 1980 et 2011, la part de la population rurale sur la population totale est passée de 80% à 50%. Quelque 40% de la main-d'œuvre en Chine est employée dans les zones rurales, principalement dans l'agriculture, la foresterie, l'élevage et la pêche. En 2011, le total de la superficie cultivée était de l'ordre de 110 millions d'ha, soit à peu près 0,1 ha par habitant, dont 49% effectivement irrigués. La proportion des terres arables consacrées aux cultures vivrières a diminué pour laisser place à des cultures plus rentables. Ce recul a toutefois été largement compensé par une hausse des rendements, qui a permis une augmentation de la production vivrière totale par habitant – de 319 kg en 1978 à 426 kg en 2011. Jointe au déclin régulier de la consommation de céréales par habitant en zone urbaine, cette évolution signifie que le pays a constamment réussi à atteindre son objectif central, à savoir la sécurité alimentaire. L'élevage et l'aquaculture ont également connu un développement rapide au cours de la même période. La production totale de viande est passée de 9 kg par habitant en 1978 à 59 kg par habitant en 2010, tandis que les produits aquatiques ont augmenté de 5 kg par habitant à 40 kg par habitant.
3. **Réduction de la pauvreté.** Au cours des 30 dernières années, depuis la réforme de l'économie rurale, la Chine est largement reconnue pour l'excellence de ses résultats en matière de réduction de la pauvreté. Ce grâce à une large participation à la croissance économique induite par les réformes, alliée à un programme national de réduction de la pauvreté correctement financé. En novembre 2011, le gouvernement est parvenu à relever le seuil de pauvreté de 1 274 CNY par habitant

à 2 300 CNY par habitant, portant ainsi la population pauvre à quelque 128 millions, ce qui représente une incidence de la pauvreté de 13%. Même ainsi, la Chine dépasse déjà l'Objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour.

4. Il est néanmoins préoccupant de constater des écarts toujours plus importants en termes de revenus et de niveaux de pauvreté, pas seulement entre régions, mais également entre milieu urbain et milieu rural ainsi qu'entre hommes et femmes. Le rythme de réduction de la pauvreté s'est ralenti alors que l'on constate une féminisation de la pauvreté. Une part croissante des populations rurales pauvres est concentrée dans les zones occidentales, y compris dans la province du Yunnan, en particulier dans les zones isolées et montagneuses où vivent surtout des minorités ethniques. Dans ces régions, pauvres en ressources et confrontées à des conditions défavorables, la réduction de la pauvreté est très problématique.
5. En Chine, la pauvreté demeure un phénomène essentiellement rural. Les ménages pauvres tirent généralement de l'agriculture, secteur dont le niveau de productivité est faible, une part plus importante de leurs revenus que les ménages ruraux dans leur ensemble. À citer, parmi les principales causes à l'origine de la pauvreté: les catastrophes naturelles fréquentes, de plus en plus souvent imputables au changement climatique; l'isolement et la médiocrité des infrastructures et des installations; l'insuffisance de ressources naturelles et d'actifs; le manque de qualifications; et la faiblesse de l'accès aux intrants, aux marchés et aux avoirs productifs. La migration de la main-d'œuvre fait donc partie intégrante des stratégies d'adaptation des ménages ruraux. En 2010, quelque 153 millions de travailleurs ruraux étaient employés en dehors de leurs villages, soit un peu plus de 20% de la population rurale actuelle et plus de 35% de la main-d'œuvre rurale. Selon certaines sources, environ 65% des travailleurs migrants seraient des hommes, ce qui confirme la féminisation croissante de la main-d'œuvre rurale. Quelque 84% des migrants sont âgés de 16 à 40 ans, d'où le risque de perdre la composante la plus active et instruite de la main-d'œuvre rurale, nécessaire au développement agricole.
6. La province du Yunnan, située en Chine occidentale, à la frontière avec le Myanmar, le Laos et le Viet Nam, est constituée à 94% de montagnes et les bonnes terres agricoles y sont rares. Sa population totale est d'environ 38 millions d'habitants, dont 30% appartiennent à des minorités ethniques. Quelque 70% de la population est encore rurale, pourcentage extrêmement plus élevé que celui de la moyenne nationale qui s'établit à 50%. Avec plus des deux tiers de ses cantons, soit le taux le plus élevé du pays, qui sont touchés par l'extrême pauvreté, le Yunnan est l'une des provinces les plus pauvres de Chine. Le Projet de développement agricole et rural dans le Yunnan s'adressera à certains des cantons où la médiocrité des infrastructures rurales contribue à limiter les possibilités d'accroissement de la productivité et d'amélioration des moyens de subsistance.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

7. Le but du douzième plan quinquennal (2011-2015) de la Chine pour le développement économique et social national est d'harmoniser la croissance afin que les zones rurales puissent tirer profit de la croissance économique et du développement social du pays. Le programme décennal (2011-2020) de développement et de réduction de la pauvreté rurale prend acte de la nécessité d'un engagement à long terme, en particulier dans les provinces occidentales les plus pauvres, les régions frontalières, les zones où vivent des minorités ethniques et les anciennes bases révolutionnaires, situées pour la plupart dans des zones isolées et montagneuses. Dans le cadre de ces deux initiatives, l'objectif du gouvernement est de réduire la pauvreté grâce à l'amélioration des infrastructures, à la pratique de

l'agriculture verte, au renforcement de la commercialisation et des services financiers destinés aux pauvres, à la promotion de l'entreprise privée et des organisations paysannes, au développement des activités économiques non agricoles et à l'appui à une migration contrôlée.

8. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats du FIDA pour la Chine, qui couvre la période 2011-2015, est en parfaite harmonie avec le plan quinquennal et le programme de réduction de la pauvreté rurale. Ses trois objectifs stratégiques sont les suivants: a) que les pauvres en milieu rural vivant dans les zones ciblées utilisent durablement des avoirs productifs naturels et économiques plus performants ainsi qu'une technologie et des services consultatifs spécialisés de meilleure qualité dans un environnement et des conditions de marché en mutation; b) que les pauvres en milieu rural et leurs organisations puissent profiter d'un meilleur accès au marché et aux services financiers leur permettant d'améliorer leurs revenus et leur résilience face aux risques; et c) que le renforcement de la coopération Sud-Sud et de la gestion des savoirs permette le partage des connaissances issues de l'innovation et de la transposition à plus grande échelle des bonnes pratiques de développement rural.
9. Le présent projet, qui constitue la troisième intervention du FIDA dans le cadre de son COSOP axé sur les résultats, s'efforcera de: fournir des avoirs productifs et des installations communautaires aux populations rurales pauvres; développer une agriculture à vocation commerciale grâce à un meilleur accès aux filières et à des marchés rémunérateurs; favoriser le développement des coopératives d'agriculteurs; et renforcer les institutions agricoles au niveau local. Conformément au rôle de catalyseur qu'entend jouer le FIDA, ces efforts se traduiront par la mise en place de modules performants qui seront par la suite reproduits à plus grande échelle, notamment par le gouvernement. Le projet conférera une valeur ajoutée en élaborant des stratégies novatrices et efficaces en vue de leur transposition à plus grande échelle. Il garantira la synergie entre les activités destinées à réduire la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire et à accroître les revenus en milieu rural.
10. **Liens avec des projets complémentaires.** Le projet établira des liens avec des interventions pertinentes financées par le gouvernement ou des donateurs dans la zone d'intervention afin de renforcer les complémentarités, d'optimiser les synergies, d'éviter toute répétition inutile d'activités et de mettre en commun les expériences. Parmi celles-ci, on peut citer: le Programme de construction "New Countryside", lancé en 2006; le Plan pour la réduction de la pauvreté et le développement des zones rurales en Chine (2011-2020), diffusé fin 2011, dont le but est de relier zones rurales et zones urbaines afin d'améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et de combler les écarts de revenus; et la Réforme des services de vulgarisation agricole dans les cantons de démonstration, lancée en 2009, qui introduit des approches participatives dans le système de vulgarisation agricole et améliore les stations de vulgarisation au niveau des communes.
11. **Intégration au sein du programme de pays du FIDA.** Le projet, qui a été conçu sur la base des objectifs stratégiques du COSOP axé sur les résultats, tient compte des résultats obtenus et des enseignements tirés dans le cadre des projets, achevés et en cours d'exécution, appuyés par le FIDA, principalement en termes d'approche modulaire, de démonstration et de reproduction à plus grande échelle, de planification participative, de ciblage, d'intégration de la parité hommes-femmes, de suivi-évaluation (S&E) et de gestion et coordination de la mise en œuvre. De plus, le projet explorera des options novatrices pour un développement équilibré et synergétique des infrastructures rurales, de la production agricole et de l'ajout de valeur; un ciblage sans exclusive à assise communautaire; une contribution des bénéficiaires à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures dans une optique de durabilité; une autonomisation des populations pauvres et des femmes pour une

plus grande participation à la prise de décisions; une intégration des activités du projet dans les stratégies rurales du gouvernement; et le financement des filières.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

12. Le projet sera mis en œuvre dans neuf cantons de la province du Yunnan. Cinq d'entre eux sont recensés comme pauvres au niveau national et les autres sont caractérisés par de grandes poches de pauvreté persistantes. L'un d'eux est un canton ethnique limitrophe du Myanmar. Ces neuf cantons administrent 80 communes et 848 villages administratifs, avec une population totale qui s'élevait en 2010 à 2,64 millions d'habitants. Le projet couvrira 45 communes et 254 villages administratifs, sélectionnés en fonction de leur niveau de pauvreté et de leur isolement, et d'un revenu des ménages bien inférieur à la moyenne. Quelque 85% de la population cible est pauvre et vulnérable. Dans les villages ciblés, tous les ménages prendront part aux activités du projet, la priorité étant accordée aux personnes pauvres actives au plan économique, aux minorités ethniques et aux femmes. Les minorités ethniques représentent en moyenne 64% des cantons retenus pour le projet. Dans l'ensemble, le projet devrait bénéficier à 194 100 ménages (soit 1 007 300 personnes).
13. Le projet est situé sur le plateau montagneux du Yunnan-Guizhou. La superficie de terres cultivables y est très limitée, 0,1 ha par personne en moyenne, du fait du relief extrêmement accidenté et montagneux. L'agriculture et l'élevage représentent entre 50% et 80% des revenus des ménages – 30-40% pour la première et 20-40% pour le second. En termes de proportion des cultures de rente par rapport aux cultures vivrières, 20-25% de la superficie totale cultivée dans les basses terres est consacrée aux cultures de rente (légumes surtout) et le reste en cultures vivrières (céréales principalement); dans les zones montagneuses, 10-15% de la superficie cultivable est consacrée aux cultures de rente, le reste en cultures vivrières. Les zones effectivement irriguées représentent moins de 30% de la surface totale cultivée dans les cantons couverts par le projet, pourcentage inférieur à la moyenne provinciale et nationale, soit 38% et 49% respectivement. Toute la zone a été gravement touchée par les sécheresses printanières fréquentes qui, avec le changement climatique, se sont multipliées ces quatre à cinq dernières années.

B. Objectif de développement du projet

14. L'objectif du projet est de favoriser le développement rural et de réduire la pauvreté dans les zones ciblées de la province du Yunnan. Il vise en particulier à accroître les revenus, améliorer la sécurité alimentaire, renforcer la résilience et améliorer l'habitat des 194 100 ménages de ruraux pauvres grâce au développement intégré et synergétique des infrastructures rurales, à la production agricole, au développement de filières et à l'accès aux marchés.

C. Composantes/résultats

15. Ce projet s'articule autour de quatre composantes: renforcement des infrastructures communautaires; accroissement de la productivité agricole; développement des filières et amélioration de l'accès aux marchés; et gestion et coordination du projet.
16. Le **renforcement de l'infrastructure communautaire** permettra d'améliorer les conditions de vie ainsi que l'environnement des communautés rurales dans 410 villages naturels (par opposition aux villages administratifs): a) en remettant en état et en étendant le réseau routier villageois, en réhabilitant les systèmes d'approvisionnement en eau potable, les installations d'assainissement et autres (fossés de drainage, cuves pour le traitement des déchets, etc.); et b) en créant des groupes chargés de l'entretien des infrastructures et en renforçant leurs capacités afin de garantir la durabilité des installations construites dans le cadre du projet. Le projet développera aussi l'accès aux marchés pour la commercialisation de la

production agricole locale et améliorera les conditions d'approvisionnement en favorisant le développement des filières.

17. Les organismes chargés de la mise en œuvre des activités seront les suivants: le Bureau des transports pour les routes villageoises; le Bureau des ressources en eau au niveau du canton et le Bureau de santé au niveau du canton pour les systèmes villageois d'approvisionnement en eau; les bureaux de construction du "New Countryside" pour les activités d'amélioration de l'assainissement; et le Bureau de la foresterie pour la restauration de l'écosystème. Les groupes créés pour l'entretien des infrastructures comprendront: les groupes pour l'entretien des routes villageoises; les groupes d'usagers de l'eau pour l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau; et les groupes villageois pour l'entretien des installations d'assainissement et autres.
18. Dans le cadre de l'**accroissement de la productivité agricole**, le projet améliorera la sécurité alimentaire des agriculteurs et accroîtra les revenus des ménages en améliorant la productivité de l'agriculture et de l'élevage au niveau de l'exploitation. L'appui fourni privilégiera: a) l'amélioration des infrastructures sur les terres agricoles pour 18 systèmes d'irrigation et de drainage et une pisciculture; b) 28 modules de production végétale annuelle¹ grâce à l'introduction de variétés à haut rendement, de modèles d'assolement adaptés et de technologies culturales améliorées; c) 21 modules d'élevage et un module de pisciculture grâce à l'adoption de races améliorées et à de meilleures conditions d'alimentation, conjuguée à la formation des éleveurs et à la fourniture de services vétérinaires; d) 30 modules de renforcement des services de vulgarisation; et e) 68 modules de renforcement des capacités au niveau communautaire.
19. À l'échelle du canton, le Bureau des ressources en eau mettra en œuvre la sous-composante amélioration des infrastructures sur les terres agricoles, et les bureaux de gestion du projet (BGP) seront chargés de la mise en œuvre des modules de production végétale et animale. Le Bureau de l'agriculture au niveau du canton, les stations de vulgarisation agricole, le Bureau de la foresterie et leurs agents communaux offriront aux agriculteurs des services de formation technique et de vulgarisation.
20. **Le développement des filières et l'amélioration de l'accès aux marchés** permettront d'accroître les revenus des ménages ruraux pauvres en les reliant à des marchés rémunérateurs. La priorité est accordée aux produits de niche des systèmes agricoles des minorités ethniques susceptibles de renforcer la biodiversité et la culture autochtones. Les principaux produits de base et filières sont les suivants: a) la production de cultures de rente annuelles et pérennes; b) les plantes médicinales chinoises; c) l'élevage d'espèces autochtones; et d) l'artisanat et les textiles. Le projet mettra en place et consolidera des modèles opérationnels grâce auxquels les agriculteurs pourront conclure des accords plus stables et mutuellement bénéfiques avec les acteurs des filières, en amont. Les contrats pourront porter sur la fourniture d'intrants, l'assistance technique et des prix et quantités négociés pour les produits agricoles. Les parties contractantes pourront être des ménages d'agriculteurs ou des coopératives d'une part, et des négociants, des grossistes, des entreprises agroalimentaires et des supermarchés de l'autre. Le projet appuiera plus précisément: a) des modules de production pour les produits ciblés, qu'il s'agisse d'agriculture ou d'élevage; b) le développement de coopératives d'agriculteurs; c) le développement de filières; d) la coordination au niveau de la province et de la préfecture; et e) l'établissement d'un système d'information sur les marchés.

¹ Un module est un ensemble d'activités interdépendantes déployées à petite échelle et visant à atteindre un objectif spécifique; il peut être mis en œuvre indépendamment des autres modules et reproduit.

21. Les modules de production seront mis en place de la même manière que pour la composante précédente, tandis que le Bureau de l'agriculture au niveau du canton sera chargé de l'exécution des activités relatives au développement des coopératives et des filières, avec l'appui de prestataires de services spécialisés, y compris du secteur privé. Ce dernier contribuera à la réalisation d'études de marché et à l'élaboration de plans d'activité, ou fournira une assistance technique en faveur d'activités spécifiques de production, de stockage et de transformation des produits de l'agriculture et de l'élevage. Le Département provincial de l'agriculture et China Mobile Limited travailleront de concert afin d'intégrer et de renforcer les services existants en termes d'information sur les marchés et de liaison avec ces derniers.
22. **La gestion et la coordination du projet** comporteront la mise en place d'une structure efficace de gestion et de coordination au sein des BGP au niveau de la province, du canton et de la commune. Un groupe villageois d'exécution sera créé dans chaque village afin de promouvoir la coordination et la mise en œuvre des activités du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

23. La stratégie d'exécution du projet met à profit les pratiques adoptées dans le cadre de projets appuyés par le FIDA en Chine et ayant donné de bons résultats. Au niveau de la province, du canton et de la commune, les BGP seront responsables de la planification, de la coordination et du suivi des activités ainsi que de la présentation des rapports. La mise en œuvre restera du ressort des organismes d'exécution désignés, qui assureront la coordination avec les activités gouvernementales. Un groupe d'exécution sera constitué dans chaque village de manière à assurer un ciblage, une planification participative, une mise en œuvre et un suivi adéquats ainsi qu'une exploitation et un entretien durables des produits du projet. L'exécution du projet, qui mettra l'accent sur les synergies entre activités et composantes, reposera sur des plans de travail et budgets annuels (PTBA) élaborés sur la base d'une approche participative. Les principaux éléments de la stratégie de ciblage adoptée par le projet sont les suivants: la sélection des cantons et des communes a été opérée sur la base d'une analyse participative de la pauvreté effectuée durant la phase de la conception; la priorité sera accordée aux groupes pauvres et vulnérables; et le ciblage sans exclusive des activités communautaires sera assorti d'un ciblage spécifique pour les activités de production, de manière à garantir que les avantages reviennent aux ménages pauvres.

B. Cadre organisationnel

24. Le **Ministère des finances** est l'interlocuteur du FIDA dans le pays. En sa qualité de représentant autorisé de l'emprunteur, il recevra le montant du prêt consenti par le Fonds en faveur du projet et le transférera au Département des finances de la province du Yunnan, qui en assurera à son tour le transfert aux cantons visés par le projet. Le Ministère des finances s'acquittera de ses responsabilités en matière de surveillance par l'intermédiaire du Département des finances.
25. L'**agent principal du projet** est le Gouvernement de la province du Yunnan, par l'intermédiaire du groupe chef de file du projet au niveau provincial, qui est responsable de la coordination et de la supervision d'ensemble des activités du projet.
26. **Groupes chefs de file du projet.** Les groupes chefs de file du projet, dirigés par un haut fonctionnaire du gouvernement de même niveau et composés de représentants des départements/bureaux et institutions concernés correspondants, ont été établis à l'échelle des provinces, préfectures et cantons où le projet est mis en œuvre. Les groupes chefs de file du projet fourniront au niveau respectif des orientations générales ainsi qu'un appui à la coordination aux fins de la mise en œuvre du projet. Leurs principales attributions sont les suivantes: supervision

d'ensemble des opérations et de la performance du projet; coordination des fonds de contrepartie; examen et approbation des PTBA et rapports de situation et financiers; et coordination des organismes d'exécution.

27. **Le Département et les Bureaux des finances** seront responsables de la gestion des comptes de projet et de l'administration des ressources du projet, et devront assurer la bonne circulation et l'utilisation effective des fonds, établir les demandes de retrait et rembourser sans retard les dépenses admissibles.
28. **Bureaux de gestion du projet.** Un BGP sera établi au niveau provincial et des BGP seront créés dans les neuf cantons où interviendra le projet et, si nécessaire, dans chacune des communes de la zone du projet. Il s'agit de structures spécialisées au sein des bureaux existants du Département de l'agriculture et du Bureau de lutte contre la pauvreté, et du Bureau chargé de la construction de la "nouvelle campagne" pour le canton de Mangshi. Les opérations seront en grande partie décentralisées au niveau des BGP de canton afin d'en garantir la durabilité, alors que les BGP de province exerceront des fonctions plus générales de planification, de coordination et de suivi et seront chargés de la présentation des rapports. Les BGP de canton seront responsables de l'exécution au niveau du canton. Les BGP de commune seront chargés de fournir un soutien aux BGP de canton et aux organismes d'exécution, de superviser les groupes villageois d'exécution, de recenser les villages remplissant les conditions requises, de passer en revue les plans d'exécution au niveau du village et de regrouper les données de S&E.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

29. **Planification.** Le projet sera conforme à la pratique en vigueur pour les projets financés par le FIDA en Chine et s'appuiera donc sur les PTBA en tant qu'instrument de planification. Les PTBA seront établis selon un processus participatif impulsé par la demande faisant intervenir les groupes villageois d'exécution et les organismes d'exécution. Les PTBA fourniront une description des progrès accomplis en matière de financement, de réalisations matérielles, d'activités prévues au titre des projets, de planification des achats couvrant au moins les 18 mois à venir, ainsi que de mise en œuvre du calendrier d'exécution semestriel. Le BGP provincial sera chargé de structurer le PTBA en un seul document et de le soumettre au FIDA pour approbation. Le premier PTBA sera présenté avant le démarrage du projet. À partir de la deuxième année, et avant le 31 octobre de chaque année, le BGP provincial présentera les PTBA consolidés au FIDA, pour observations.
30. **Suivi-évaluation.** Le projet adoptera le cadre de S&E établi par le FIDA pour les projets exécutés en Chine, cadre qui est conforme au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). S'agissant de S&E et de partage des enseignements tirés de l'expérience avec toutes les parties prenantes, la responsabilité globale reviendra aux spécialistes de S&E au sein des BGP de province et de canton. Le S&E s'appuiera sur les principales fonctions suivantes: examens périodiques; appui technique et soutien externe permanent aux fins de la présentation des rapports; et formation d'évaluateurs. Les résultats du S&E seront mis à profit pour élaborer le PTBA suivant et adapter le cadre logique.
31. **Apprentissage et gestion des savoirs.** La stratégie de gestion des savoirs sur laquelle reposera le projet tirera parti de l'expérience acquise lors de la mise en œuvre d'autres projets appuyés par le FIDA en Chine. Les BGP de province et de canton seront chargés de recueillir des données sur les enseignements tirés de l'expérience et d'organiser à intervalles réguliers des ateliers pour diffuser ces savoirs en vue d'une reproduction à plus grande échelle.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

32. **Gestion financière.** Les pratiques en vigueur au sein du Département des finances de la province du Yunnan en matière d'information financière et de comptabilité sont

agréées par le FIDA. Un compte réservé, qui sera ouvert par le Département des finances auprès d'une banque agréée par le FIDA, permettra d'acheminer tous les financements octroyés par ce dernier. Un montant convenu, représentant approximativement les dépenses admissibles pour les six premiers mois, sera déposé sur ce compte une fois que l'accord de financement sera entré en vigueur et que toutes les conditions de décaissement auront été remplies.

33. Les réapprovisionnements ultérieurs des comptes réservés seront effectués au vu des demandes de retrait qui seront présentées, accompagnées de pièces justificatives ou de relevés de dépenses, sur la base des dépenses approuvées et conformément aux procédures du FIDA en la matière. Des comptes de projet libellés en yuans chinois seront ouverts auprès de banques ayant l'agrément du Fonds et administrés par les BGP de province et de canton et les Bureaux des finances de canton. Le financement sera acheminé du compte réservé, par l'intermédiaire des comptes de projet, aux organismes d'exécution, aux prestataires de services et aux usagers finals.
34. **Passation des marchés.** La passation des marchés relatifs au projet sera assujettie aux procédures nationales, sous réserve que celles-ci soient conformes aux directives du FIDA en la matière. Dans la mesure du possible, les biens, les ouvrages de génie civil et les services consultatifs financés par le FIDA seront regroupés en des lots substantiels de manière à favoriser les soumissions concurrentielles. Les passations de marchés seront étayées de pièces justificatives en vue d'un examen a posteriori par le FIDA et à des fins d'audit. Parmi les biens devant faire l'objet d'une passation de marchés figurent notamment les véhicules, les équipements et le mobilier. Les véhicules seront achetés par voie d'appel d'offres au niveau national, tandis que les autres biens feront l'objet d'achats nationaux. La passation de marchés aux fins de la réalisation des ouvrages de génie civil pourra se faire par l'un ou l'autre de ces moyens. S'agissant de la passation des marchés relatifs aux services techniques, à la formation, à la tenue des ateliers et à la réalisation des études, la procédure sera celle des achats locaux. Une participation communautaire aux procédures d'achat pourra être prévue pour certains modules ou activités.
35. **Audit.** Conformément à la section 9.03 de l'article IX des Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux Directives relatives à l'audit des projets, les bureaux de vérification au niveau de la province et des cantons, qui agissent en qualité d'organismes indépendants au sein des bureaux gouvernementaux respectifs, vérifieront les comptes du projet. Ils examineront tous les états de dépenses et les états financiers consolidés et émettront une opinion quant à leur admissibilité. Ils examineront également l'efficacité des flux financiers provenant du FIDA et ceux relevant de fonds de contrepartie. Le FIDA pourra engager des commissaires aux comptes indépendants afin de vérifier les comptes du projet et/ou d'effectuer des visites, des inspections et des enquêtes, conformément à la section 10.03 des Conditions générales, en vue de s'assurer du respect de normes acceptables.

E. Supervision

36. Pour faciliter l'exécution du projet et veiller à ce qu'il atteigne ses objectifs, le FIDA et les services gouvernementaux effectueront des contrôles à intervalles réguliers. Des missions annuelles de supervision organisées par le FIDA, autant que possible en collaboration avec le gouvernement, examineront: l'état d'avancement et la performance du projet; les aspects fiduciaires; le ciblage et l'intégration des questions de parité hommes-femmes; les résultats et l'impact; les risques et les possibilités; les innovations et la gestion des savoirs; et la durabilité. La première mission de supervision s'attachera à contrôler le respect des stratégies fixées pour le projet et les questions liées au cadre institutionnel, les dispositions relatives à l'exécution, le ciblage et l'adéquation de la passation des marchés, la mise en place du système de S&E, et la gestion financière. Le groupe chargé de l'examen

comprendra un chef d'équipe/expert institutionnel, un ingénieur des services ruraux, un agronome, un spécialiste des coopératives et de la commercialisation, et un expert en sciences sociales.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

37. Le coût total du projet sur cinq ans est estimé à 94,0 millions d'USD, y compris les provisions pour imprévus (voir tableau 1). Les provisions pour imprévus techniques et financiers représentent respectivement 4,22 millions d'USD et 5,43 millions d'USD environ, soit 5% et 6% du coût du projet. Les taxes directes et indirectes applicables sont estimés à 3,5 millions d'USD, soit 3,7% du coût du projet. La part respective des dépenses d'investissement et des dépenses de fonctionnement est de 93% et 7% du coût du projet.

Tableau 1
Coût estimatif du projet par composante

	(en millions de CNY)			(en millions d'USD)			% Devises	% Coût de base total
	Monnaie locale	Devises	Total	Monnaie locale	Devises	Total		
1. Infrastructure communautaire	174,93	0,04	174,97	27,77	0,01	27,77	-	33
2. Renforcement de la productivité agricole	201,62	0,05	201,67	32,00	0,01	32,01	-	38
3. Développement des filières et amélioration de l'accès aux marchés	99,59	0,17	99,75	15,81	0,03	15,83	-	19
4. Gestion et coordination du projet	53,40	1,62	55,02	8,48	0,26	8,73	3	10
Coût total de référence	529,54	1,87	531,41	84,05	0,30	84,35	-	100
Provisions pour imprévus techniques	26,48	0,09	26,57	4,20	0,01	4,22	-	5
Provisions pour imprévus financiers	34,15	0,06	34,21	5,42	0,01	5,43	-	6
Coût total du projet	590,17	2,03	592,20	93,68	0,32	94,00	-	111

B. Financement du projet

38. Le projet sera financé conjointement par le FIDA et par le gouvernement selon un coefficient approximatif de 1:1,01 (tableau 2). Le gouvernement et le FIDA prendront conjointement en charge le coût d'investissement du projet (y compris l'ensemble des coûts liés aux modules, aux véhicules, à l'équipement et au matériel) et le FIDA financera l'organisation de tous les ateliers, des sessions de formation et de l'assistance technique. Toutes les dépenses de fonctionnement seront prises en charge par le gouvernement. Les bénéficiaires fourniront la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures.

Tableau 2
Financement estimatif du projet: composantes par bailleur de fonds
(en millions d'USD)

	Gouvernement		FIDA		Total		Devises	Monnaie locale (Sauf taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
1. Infrastructure communautaire	15,07	48,6	15,91	51,4	30,99	33,0	0,01	29,45	1,53
2. Renforcement de la productivité agricole	17,87	50,1	17,78	49,9	35,65	37,9	0,01	34,48	1,16
3. Développement des filières et amélioration de l'accès aux marchés	8,72	49,6	8,87	50,4	17,59	18,7	0,03	17,52	0,04
4. Gestion et coordination du projet	5,63	57,6	4,14	42,4	9,77	10,4	0,28	8,74	0,75
Coût total du projet	47,30	50,3	46,70	49,7	94,00	100,0	0,32	90,18	3,50

C. Résumé des avantages et analyse économique

39. **Bénéficiaires et avantages.** Quelque 194 100 ménages pauvres et vulnérables, dont la moitié sont dirigés par une femme, tireront des avantages du projet. Au nombre des avantages immédiats figurent l'augmentation des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire, grâce à une augmentation annuelle

progressive de la production qui en portera le volume à plus de 55 000 tonnes (sur près de 10 000 ha) de cultures de rente, de fruits et légumes, plus de grandes quantités de viande et de poisson. Ces résultats seront obtenus moyennant la reproduction à plus grande échelle des cultures de produits de niche et de rente, à l'amélioration de systèmes d'irrigation et de l'infrastructure de transport, à l'élargissement de l'accès à l'information et aux marchés, à l'amélioration des conditions de formation et de vulgarisation, et au renforcement de l'efficacité des services techniques. De plus, les femmes et les minorités ethniques vivant en milieu rural dans la zone du projet bénéficieront d'une autonomie économique et sociale accrue. Le projet permettra également d'améliorer les conditions de vie et la santé grâce à l'amélioration des infrastructures communautaires, d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable.

40. **Analyse économique.** Le taux de rentabilité économique interne (TREI) général du projet est estimé à 25% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 8%, est de 120 millions d'USD ou 745 millions de CNY. L'analyse de sensibilité montre qu'un accroissement de 10% des coûts du projet réduirait le TREI à environ 24%, et qu'un dépassement de coût de 20% accompagné d'une diminution de 20% des avantages le ramènerait à 17%, alors qu'un retard de deux ans n'aurait qu'une incidence minime sur le TREI. Tous ces indicateurs témoignent de la relative solidité du projet (voir tableau 3).

Tableau 3
Analyse de sensibilité estimative

Scénario	TREI (%)	VAN (en millions d'USD)
Hypothèse de base	25,3	119,73
Augmentation des coûts de 10%	23,6	113,55
Augmentation des coûts de 20%	22	107,38
Augmentation des coûts de 194%	8	0
Diminution des bénéfices de 10%	23,2	100,92
Diminution des bénéfices de 20%	20,9	82,11
Diminution des bénéfices de 63,6%	8	0
Réduction des bénéfices de 10% et augmentation des coûts de 10%	20,4	567,81
Réduction des bénéfices de 20% et augmentation des coûts de 20%	16,7	404,00
Retard de deux ans dans le démarrage du projet	25,3	608,36

D. Durabilité

41. Dans l'ensemble, la durabilité du projet est satisfaisante, si l'on prend en compte les nombreux facteurs de réussite ci-après: les efforts constants et croissants aux fins de l'intégration des programmes gouvernementaux de réduction de la pauvreté, que le présent projet viendra compléter; l'intégration progressive des BGP au sein des structures gouvernementales au niveau local; le fait que les autorités provinciales ont pu enrichir leur expérience lors de la mise en œuvre d'un projet antérieur du FIDA; et le fort degré d'appropriation, par les communautés, des activités et infrastructures du projet. En outre, les stratégies et approches ci-après, définies lors de la conception du projet, en favorisent la durabilité: a) pour l'exploitation et l'entretien de tous les ouvrages de génie civil qui seront confiés à l'administration locale ou aux communautés, il est prévu de créer des groupes expressément chargés de ces tâches et de renforcer leurs capacités; b) les modules de développement de l'agriculture et de l'élevage sont vivement appréciés par les exploitants agricoles, ce qui en garantit la reproduction à plus grande échelle; c) les coopératives bénéficiaires opéreront en situation de marché, feront appel aux services fournis par des prestataires publics existants et travailleront en partenariat

avec des opérateurs privés; et d) la flexibilité de l'exécution sera garantie par l'adoption d'une approche modulaire.

E. Identification et atténuation des risques

42. La conception du projet repose sur des demandes formulées par les bénéficiaires potentiels. Les activités proposées sont en harmonie avec les politiques et stratégies gouvernementales de réduction de la pauvreté et de développement rural. Par conséquent, les principaux risques ont trait aux facteurs suivants: l'évolution rapide des conditions du marché pour les produits agricoles et la conjoncture économique au sens large; les processus d'exécution axés sur les résultats; et l'incidence éventuelle du changement climatique. Les caractéristiques mêmes du projet, qui est impulsé par la demande et suit une approche modulaire, contribueront à atténuer ces risques, grâce à la possibilité d'apporter des ajustements au fur et à mesure, face aux divers problèmes, et à l'adoption de pratiques intelligentes face au climat. Les programmes et les institutions relevant du gouvernement interviendront également pour atténuer, le cas échéant, les risques méritant une attention particulière. Les BGP joueront un rôle important en assurant le suivi des risques et en veillant à ce qu'il soit remédié à ceux qui pourraient compromettre le succès du projet.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

43. La conception du projet est en harmonie avec les politiques du FIDA. Des stratégies spécifiques ont été mises au point dans le respect de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; la priorité donnée à la lutte contre la pauvreté et, en particulier, les critères de sélection des villages et des ménages bénéficiaires sont conformes à la politique du Fonds en matière de ciblage; les approches participatives aux fins de la planification du projet ont été conçues en tenant compte des politiques du FIDA en matière de gouvernance; la stratégie de reproduction à plus grande échelle est conforme à la politique établie par le FIDA dans ce domaine; les risques liés au climat sont analysés et les mesures mises au point pour atténuer l'impact négatif potentiel des effets du changement climatique sont conformes à la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique; et l'impact négatif potentiel sur l'environnement a été analysé et des mesures d'atténuation ont été élaborées conformément à la Politique du FIDA relative à la gestion des ressources naturelles et à l'environnement.

B. Alignement et harmonisation

44. Le projet est aligné sur le douzième plan quinquennal du gouvernement pour 2011-2015 et sur le programme décennal de développement et de réduction de la pauvreté en milieu rural pour 2011-2020. De plus, tant le plan que le programme sont en parfaite harmonie avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Le projet contribuera aux initiatives prises par le gouvernement afin de réduire la pauvreté rurale et de promouvoir le développement agricole. Pour ce faire, il suivra les procédures locales d'achat et de gestion financière lorsque celles-ci sont conformes à celles du FIDA et fera appel aux unités d'exécution existantes au sein des gouvernements de province et de canton.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

45. La stratégie de gestion des savoirs prendra appui sur l'expérience acquise à l'occasion d'autres projets appuyés par le FIDA en Chine. Les BGP seront chargés de recueillir des données sur les enseignements tirés de l'expérience et d'organiser à intervalles réguliers des ateliers en vue de diffuser les meilleures pratiques et les innovations dans une optique de reproduction à plus grande échelle. Des plans de reproduction à plus grande échelle dans la zone d'intervention figureront dans les PTBA du projet. Les partenaires de développement (instances gouvernementales et autres organismes) seront encouragés à inscrire la reproduction à plus grande

échelle des meilleures pratiques et des innovations dans leurs propres plans de développement. Les aspirations des partenaires du projet en matière d'innovation seront systématiquement soumises à un examen sélectif et feront l'objet d'une réévaluation périodique. La priorité sera accordée au recensement et à la mobilisation des sources locales d'innovation.

D. Participation à l'élaboration des politiques

46. Le FIDA, par le truchement du présent projet, s'attachera à mettre en place des cadres de consultation faisant intervenir un certain nombre d'institutions, afin de recenser les thèmes et les initiatives en matière d'orientation sur les politiques qui méritent d'être approfondis et étudiés. Les principaux aspects qu'il conviendra de prendre en considération sont: a) la promotion de produits de niche pour les systèmes agricoles des minorités ethniques susceptibles de renforcer la biodiversité et la culture autochtones; b) l'appui aux groupements d'agriculteurs et aux coopératives afin qu'ils collaborent, sur un pied d'égalité, avec les autres acteurs des filières; c) l'exploitation et l'entretien des infrastructures rurales; et d) la gestion des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique. Le FIDA fournira des éléments de discussion et organisera des forums de discussion, étant clairement entendu que l'élaboration des politiques est une prérogative strictement nationale.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

47. Un accord de financement entre la République populaire de Chine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
48. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
49. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

50. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à trente millions quatre cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (30 450 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Yunnan Agricultural and Rural Improvement Project (YARIP)"

(Negotiations concluded on 6 December 2012)

Loan Number: _____

Project Title: Yunnan Agricultural and Rural Improvement Project (the "Project")

People's Republic of China (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

4. The amount of the Loan is thirty million four hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (30 450 000 SDR).
5. The Loan is granted on ordinary terms and shall have a maturity period of eighteen (18) years including a grace period of five (5) years.
6. The Loan Service Payment Currency shall be the currency of the United States of America.
7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
8. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 June and 15 December.
9. There shall be a Designated Account denominated in US dollars opened and maintained by the Department of Finance (DOF) of the Yunnan Province in a Bank acceptable to the Fund through which the loan proceeds shall be channelled. DOF shall

be responsible for the Designated Account. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.

10. The Borrower shall cause the Government of Yunnan to provide counterpart financing for the Project in the amount equivalent to USD 47.3 million including all recurrent costs.

11. The Provincial Project Management Office (PPMO), County BOFs, all County Project Management Offices (CPMOs), Township Project Management Offices (TPMOs) and Implementing Agencies (IAs) shall maintain Project Accounts in local currency in Banks acceptable to IFAD to receive the proceeds of the financing and/or the counterpart funding.

Section C

12. The Lead Project Agency shall be the Government of the Yunnan Province through the Provincial Project Leading Group (PLG) for the overall coordination and supervision of the Project activities.

13. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

14. The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund. In addition to supervision missions which shall normally be carried out every six (6) months, the Fund shall conduct a mid-term review to be carried out towards the third year of Project implementation.

Section E

15. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:

- (a) The PPMO and at least one CPMO shall have been duly established and composed in accordance with Schedule 1, Section II and the respective Project staff shall have been selected;
- (b) The Borrower through the Lead Project Agency shall have caused the PPMO to submit, and the Fund shall have received, an official document confirming the availability of adequate counterpart funds for the first Project Year;
- (c) The Designated Account shall have been duly opened and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund.

16. The following are designated as additional conditions for suspension:

The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

17. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Ministry of Finance
No. 3 Nansanxiang, Sanlihe, Xicheng District
Beijing 100820
People's Republic of China

Facsimile Number: +86 10 68551125
For the Fund:
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

[Name of Authorized Representative]
[Title]

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit men and women from rural households, with a focus on poor and vulnerable households, including ethnic minorities, in the following nine (9) counties of the Yunnan Province: Fuyuan, Shizong, Zhanyi, Gongshan, Fugong, Lushui, Lanping, Xinping and Mangshi (the "Project Area"). Any changes in the counties, the selection and changes of townships shall be agreed upon by the Borrower and the Fund.
2. *Goal.* The goal of the Project is rural development and poverty reduction in the Project Area.
3. *Objectives.* The specific Project objective is to increase revenues, improve family food security and strengthen the resilience of approximately 194 100 households in nine (9) counties, from improved agricultural production and rural infrastructure. By the end of Project implementation, the following results will have been achieved: incomes of the rural poor in targeted areas increased by approximately 25% at closing date; and approximately 70% of beneficiary households report improved food security as compared to the agreed baseline.
4. *Components.* In addition to the management and coordination, the Project shall consist of the following components: (a) community infrastructure improvement, (b) agricultural productivity enhancement, (c) value chain development and improved market access.

Component A - Community Infrastructure Improvement

The objective of this component is to improve rural living conditions and community environment, as well as to strengthen the economic capacities at community level, especially the productive and livelihood assets for expanded and improved agricultural production, decreased physical isolation and improve integration into the market value chains. The component will be achieved through the following activities:

- (a) Rehabilitation and development of village roads. The goal of this intervention is to improve the access of the rural poor to markets, information and technical services through the construction of village roads and rehabilitation of existing earthen roads in selected counties;
- (b) Water Supply Systems. The goal of this intervention is to improve the access of the rural poor to the sources of safe drinking water through rehabilitation and development of collective village water supply systems, the construction of one small water storage weir, water tanks and pipelines for water delivery and distribution in selected counties. Water Users Groups will be established to agree on design and implementation plan of the water supply systems and will ensure their maintenance and sustainability;
- (c) Sanitation and other facilities. The goal of this intervention is the rehabilitation of sanitation and other facilities such as public and private latrines, the construction of drainage ditches and waste treatment tanks. Activities will be carried out in selected counties. Village Maintenance Groups will be established to agree with the design and implementation plans prior to commencement of works and will ensure their maintenance and sustainability; and

- (d) Establishment and capacity building of Infrastructure Maintenance Groups. The goal of this intervention is to support the establishment and capacity building of various Infrastructure Maintenance Groups including Road Maintenance Groups, Water Users Groups and Village Maintenance Groups.

Component B - Agricultural Productivity Enhancement

The objective of this component is to enhance farmers' food security and increase farmers' household cash incomes through enhancing the overall productivity of farmers' crop and livestock production activities. The objective shall be achieved through the following sub-components:

- (a) Farmland Infrastructure Improvement sub-component shall support the improvement of agricultural production condition and farmers' resilience to climate variations and climate change through consolidation and leveling of farmland, rehabilitation and development of irrigation area and drainage area, the construction of on-farm access roads, farm bridges and culverts mainly within the irrigation and drainage schemes, the development of bio-gas facilities and the establishment and capacity building of Water Users Groups and their subordinate groups.
- (b) Support to Crop Production sub-component shall improve productivity of existing annual food crops or the introduction of new crops through demonstration and scaling-up of innovative crop production modules. Its interventions include: the change of cropping pattern for increasing land productivity, capacity building and training, provision of on-farm technical extension services with focus on demonstration of high productivity cultivation techniques, integrated pest management, and green and organic food production techniques.
- (c) Enhancing Livestock/Fishery Production sub-component shall support the improvement of feeding and the introduction of breeds with high productivity and strong market acceptability through: a livestock production module and a fishery production module.
- (d) Community Capacity Building Module includes activities for the construction of the village culture centre to be used as a platform for community capacity building and farmers' technical training activities, the procurement of necessary equipment, and the training of community leaders, women and farmers on various resource management and cooperatives development topics; and
- (e) Agricultural and Livestock Extension Service Module includes activities for the improvement of office equipment and physical conditions in order to optimize the service capacity and quality to farmers, and training of technical service staff in crop production and livestock breeding technologies.

Component C - Value Chain Development and Improved Market Access

The objective of this component is to raise the income of rural poor and vulnerable households in Project villages through the implementation of a value chain approach to linking organized producers to markets. It will emphasise the production and marketing of speciality or niche products that add value to indigenous biodiversity and culture. This component shall be achieved through the following sub-components:

- (a) Support to production modules for target crops and livestock sub-component shall support various production modules (such as perennial cash crops modules, herb medicine plant modules and landrace livestock modules) to be implemented in selected counties;
- (b) Support to cooperative development sub-component shall be achieved through the Cooperative Support Module and be implemented in selected counties. It shall support the establishment of new cooperatives, other organization forms/associations and the improvement of existing ones that need to become more inclusive of poor households. Activities under this module include capacity building, funding of market research and business plans, technical assistance, support investments in facilities and equipment;
- (c) Value chain development. Interventions comprised in this module include team and interest group formation, initial value chain assessments, market studies, value chain meetings and workshops, studies tours and visits, and action plan implementation by value chain actors as well as facilitation, mentoring and Monitoring and Evaluation (M&E) by IAs.
- (d) Provincial and Prefecture level support activities include institutional capacity building for Project management and County level IAs, in both cooperative development and valued chain facilitation areas, the establishment of a second-order federation of cooperatives, where appropriate, operation of a biodiversity advisory group in relevant areas, market research studies for certain products and zones, and enhancement of existing provincial mobile phone based market information systems; and
- (e) Market information systems shall be improved through the integration and enhancement of existing market information and market linkage services, the improvement of access of the target group to mobile phones, the provision of timely information and the exploration of innovative ways to use mobile phones to interact with the target group.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

1. *Lead Project Agency*

1.1. The Lead Project Agency shall be the Government of the Yunnan Province through the Provincial Project Leading Group (PLG) for the overall coordination and supervision of the Project.

2. *Project Leading Groups (PLGs)*

2.1. *Establishment.* PLGs shall be established at Province, Prefecture and County levels respectively by the Province, Prefecture and by each County where the Project will be implemented.

2.2. *Composition.* Each PLG will be led by a senior official of government of the same level and composed of representatives of relevant departments/bureaux and institutions as appropriate.

2.3. *Responsibilities.* PLGs shall provide overall guidance and coordination for Project implementation at their respective levels. Their responsibilities shall include: (i) overall supervision of Project Management Offices' (PMOs) operations, (ii) coordination of counterpart funds for carrying out the Project, (iii) review and approval of project Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) and reports at their respective levels, and (iv) coordination of IAs in Project implementation and reporting.

3. *Provincial Project Management Office (PPMO)*

3.1. *Establishment.* A PPMO shall be established by the DOA and PADO who shall select one director and his/her deputies.

3.2. *Composition.* The PPMO shall be composed of the following key positions: a director, two deputy directors, an accountant, a cashier, a M&E officer, a planning officer, an implementation coordinator, and a gender coordinator. Qualified staff shall be selected by the DOA and PADO according to the Borrower's applicable procedures. Although the incumbent director and deputy directors of the PPMO may be substituted with prior approval of IFAD, those positions will be permanently retained by DOA and PADO and the functions shall not be rotated during the implementation of the Project. The terms and reference of the key PPMO positions shall be described in the PIM.

3.3. *Responsibilities.* The PPMO shall be responsible for coordinating Project implementation across the counties of the Project Area. Its responsibilities shall include: (i) consolidation of AWPBs, (ii) establishment of Project M&E system, (iii) monitoring and supervision of Project implementation, (iv) provision of appropriate training to CPMOs and IAs, (v) consolidation of Statements of Expenditures (SOEs), financial statements, and the preparation of Withdrawal Applications (WAs), (vi) revision of Project expenditures to ensure their eligibility, (vii) procurement under the Project, (viii) Project reporting, and (ix) promoting knowledge management.

4. *County Project Management Offices (CPMOs)*

4.1. *Establishment.* CPMOs shall be established in each County of the Project Area through an official document from the government. The CPMOs shall be located within the Bureaux of Agriculture (BOA), the County PADO and the New Countryside Construction Office for Mangshi County.

4.2. *Composition.* The CPMOs shall be composed of at least the following key positions: a director, a deputy director, an accountant, a cashier, a M&E officer, a planning officer, an implementation coordinator and a gender coordinator. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

4.3. *Responsibilities.* The CPMOs shall be responsible for coordinating Project implementation at County level. Their responsibilities will include: (i) development of AWPBs through participatory approaches, (ii) monitoring and supervision of Project implementation, (iii) provision of appropriate training to IAs, TPMOs and Village Implementing Groups (VIGs) in terms of Project implementation, (iv) preparation of SOEs, financial statements and claim documents, (v) revision of Project expenditures to ensure their eligibility, (vi) transfer of Project funds to IAs, (vii) organising of Project procurement, (viii) Project reporting, (ix) undertaking Project Results and Impact Management System (RIMS) surveys, and (x) promoting project knowledge management.

5. *Township Project Management Offices (TPMOs)*

5.1. *Establishment.* Where appropriate, TPMOs shall be established by the Township governments through an official document from the government, in each Township of the Project Area utilising the existing local government facilities.

5.2. *Composition.* The local government shall assign qualified staff to the TPMOs.

5.3. *Responsibilities.* TPMOs will provide support to the CPMO and IAs for implementation of Project activities at village level on an as-required basis. Their responsibilities will include: (i) oversee the works of VIGs, (ii) identify eligible villages that could participate in Project activities, (iii) facilitate village-level participatory planning activities to determine what activities will be implemented in the villages, (iv) review village implementation work plans, (v) coordinate the Township technical stations/centres in Project implementation, (vi) consolidate the M&E data collected by VIGs and submit to CPMOs, and (vii) facilitate the liaison with target villages.

6. *Village Implementing Groups (VIGs)*

6.1. *Establishment.* A VIG shall be established by the local authorities with the support of the CPMOs in each selected village using as a basis the current village committee structure.

6.2. *Composition.* The VIG will be chaired by the Head of the village committee and shall include all existing village committee members and four (4) to five (5) elected farmer representatives from the three (3) different household categories in the Project Area such as women and other representatives of the poor and vulnerable target populations.

6.3. *Responsibilities.* The responsibilities of the VIGs will include: (i) participatory perceived well-being ranking of households within the village on a need basis, (ii) identifying Project modules and activities prioritized by eligible groups through participatory approach, and reporting to the PMOs for the development of AWPBs, (iii) organizing the poor and vulnerable households to participate in Project activities, (iv) assisting PMOs monitor Project implementation and collecting M&E data as required, and (v) organising the operation and maintenance of community infrastructure built by the Project.

B. Implementation of Components

7. *Component A - Community Infrastructure Improvement*

7.1. The activities under this component shall be implemented by the Bureau of Water Resources (BOWR) for the improvement of water supply systems as well as the Bureau of Health for the supervision and technical guidance of water quality control and monitoring. Water Users Groups to be established in respective villages will review system design and implementation plans.

7.2. The Bureau of Transportations (BOT) shall be responsible for the implementation of the village road activities. Road Maintenance Groups to be established in respective villages shall be consulted on detailed engineering design and implementation plans.

7.3. At village level, the VIGs will also be involved in the supervision and implementation of Project activities. The BOWR and BOT shall be responsible for the identification of eligible villages for their respective activities in accordance with the criteria set forth in the PIM, the design of the works by site, the formation of interest group for Project works, and reporting to CPMOs on the progress and results of implementation.

7.4. The sanitation and other facilities improvement interventions shall be implemented by the new Countryside Construction Offices at County level. The Bureau of Forestry at County level shall provide technical assistance and supervision of the implementation of ecosystem restoration piloting in Lushui County. Village Maintenance Groups to be established in respective villages shall be responsible for the maintenance of the constructions.

8. *Component B - Agricultural Productivity Enhancement*

8.1. The BOWR at County level shall be responsible for the implementation of the activities under the farmland infrastructure improvement sub-component and shall assume responsibility for technical guidance and supervision of the interventions. More specifically, the BOWR responsibilities shall include the technical review and clearance of detailed design of intervention, technical supervision of construction works, advice on the formation of Water Users Groups, capacity building and facilitation of the formulation and implementation of maintenance plans by each Water Users Group.

8.2. The CPMOs shall be responsible for the implementation of the modules under this sub-component including the identification of eligible villages in accordance with agreed selection criteria, the identification of target households giving priority to the poor, women and ethnic minorities, the selection and adjustment of the crops in the modules to fit local conditions with given criteria, technical support and follow-up services to beneficiaries on module activities, facilitation of the formation of beneficiary groups or farmers cooperatives and reporting to PPMO on the progress and results of implementation.

8.3. The County BOA, Agricultural Extension Station, County Bureau of Forestry and their Township agents shall deliver the technical training and extension services to farmers.

9. *Component C - Value Chain Development and Improved Market Access*

9.1. The BOA shall support cooperative and value chain development with a focus on cooperative establishment and strengthening. Service providers, including the private sector, shall be engaged as required to provide specific technical services related to the production, cooperative development and value chain development modules, such as undertaking market studies, preparing business plans and providing technical assistance.

9.2. The integration and enhancement of existing market information and linkage services shall be jointly undertaken by the DOA and an IA.

C. Project Implementation Manual

10. *Preparation.* The PPMO shall prepare a draft PIM. The draft PIM shall include, among other things:

- (i) Terms of reference and implementation responsibilities of Project staff, consultants and likely service providers, and IAs;
- (ii) Criteria for the performance appraisal of the Project professional staff;
- (iii) Targeting and selection criteria for participating townships, villages, cooperatives and other beneficiaries;
- (iv) Selection criteria for the implementation of Project activities such as those for infrastructure and constructions projects;
- (v) Project operational, financial procedures and procurement procedures, including an accounting software for bookkeeping and reporting, participatory planning, implementation and monitoring procedures;
- (vi) M&E system and procedures including RIMS; and
- (vii) Implementation modalities for all modules.

11. *Approval and Adoption.* The Lead Project Agency shall cause the PPMO to forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the Lead Project Agency shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed approved.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of total expenditures Total Costs
I. Civil works	16 300 000	51%
II. Vehicles, Equipment & Materials	600 000	80%
III. Training, Workshops, Technical assistance & Studies	2 350 000	100% Net of Taxes
IV. Agricultural Modules	5 510 000	50%
V. Market Modules	2 660 000	50%
Unallocated	3 030 000	
TOTAL	30 450 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Vehicles, Equipment & Materials” under Category II, shall mean eligible expenditures incurred for vehicles, equipment and materials including furniture and office equipment such as computers, printers and phones.

“Agricultural Modules” under Category IV shall mean eligible expenditures incurred for supporting the improvement of agricultural and fishery production under Component B and C.

“Market Modules” under Category V shall mean eligible expenditures incurred for the implementation of activities in relation to market support and value chain development under Component C.

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators ²	Means of Verification	Assumptions
GOAL³			
Rural development and poverty reduction in the targeted areas of Yunnan Province achieved	<ul style="list-style-type: none"> 15 per cent drop in child malnutrition prevalence as compared to baseline (RIMS). 25 per cent of HHs have improved asset ownership index compared to baseline (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> Government Statistics RIMS 	
OBJECTIVES			
Increased incomes, enhanced food security, strengthened resilience, and improved habitats for 194,100 poor households achieved	<ul style="list-style-type: none"> 70 per cent of HHs report improved food security as compared to baseline Average incomes of the rural poor increase by 20 per cent by project year 5 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS and benchmark surveys; Impact assessment. 	<ul style="list-style-type: none"> Continued government support to poor rural areas; Increased income improves assets; Increased income of households leads to reducing child malnutrition.
OUTCOME BY COMPONENT (gender disaggregated)			
Component A: Community infrastructure: Improved living conditions for rural poor by developing community infrastructure (roads, water supply systems, sanitation and other facilities)	Outcomes: <ul style="list-style-type: none"> 20 per cent reduction in weekly time for traveling to market by beneficiary households in villages with road interventions 20 per cent reduction in weekly time for collecting water by beneficiary households in villages with drinking water supply interventions 20,300 HHs report improved sanitation and other community environment facilities, of which around 50 per cent are women Normative O&M carried out annually for infrastructure facilities by IMGs Outputs: <ul style="list-style-type: none"> 367 kilometers of rural road constructed or rehabilitated 47 water ponds, 165 km of pipelines and 1 small water storage weir constructed 156 public latrines constructed 114 infrastructure maintenance groups established and trained of which 40 per cent members are women 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS and benchmark surveys; Project M&E reports; Agricultural census data Sector reports 	<ul style="list-style-type: none"> Continued government investment for development of rural infrastructure Rural infrastructure constructed meets government standards VIGs are capable of organizing maintenance of community infrastructure.

² All targets refer achievements obtained by the end of the project implementation, unless stated otherwise.

³ Indicators for achievements of project goal to be confirmed and aligned with the 12th five year provincial poverty reduction plan, and baseline figures will be updated as soon as available.

Narrative Summary	Verifiable Indicators ²	Means of Verification	Assumptions
<p>Component B: Agricultural Productivity Enhancement: Improved agricultural productivity through irrigation and farmland development, improved access to services and development of crops and livestock.</p>	<p>Outcomes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 80 per cent of trained farmers adopt recommended technologies ; • Crop yields in irrigated areas increase by 15 per cent on average three years after project intervention • Crop yields in non-irrigated areas receiving extension and demonstrations increase by 10 per cent three years after project intervention • Normative O&M carried out annually for I&D systems by WUAs <p>Outputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 196 ha of farmlands consolidated; • 242 km of irrigation and drainage canals and 201 km of irrigation pipelines developed; • 19 Water Users Associations established prior to respective I&D investments and trained, of which 40 per cent are women; • 124 km of on-farm access roads rehabilitated and developed; • 4,700 households participating in production modules, including crops, livestock and fishery modules. 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS and surveys; • Project M&E reports; • Sector reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued government investment in irrigation and drainage development • Farmers adopt recommended technologies and practices • Recommended technologies are effective in increasing production;
<p>Component C: Market Support and Value Chain Development: Improved market access and value chain of rural poor.</p>	<p>Outcomes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 90 per cent of targeted cooperatives and project value chains are operational after 3 years; • 80 per cent of cooperative members report increased income through cooperatives <p>Outputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 9,040 households supported under crops, medicinal herbs, and livestock modules. • 78 cooperatives and women’s groups supported, with 15,500 member households by project end, including investment in equipment and facilities • 36 value chains together with cooperatives facilitated and linked to growth markets, with 28,800 beneficiary households; • Implementing agency staff trained (provincial and county) in value chain and cooperative development. • 1 federation of cooperatives and 1 biodiversity advisory group established and operational for niche/biodiversity products • Market information system developed in cooperation with China Mobile 	<ul style="list-style-type: none"> • - RIMS and benchmark surveys; • - Project M&E reports; • Agriculture and livestock reports • Sector reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued government support for farmer cooperatives • Service function of cooperatives recognized by farmers; • Existing farmer cooperatives participate in project activities. • Other chain actors operate in good faith with cooperatives in the value chain development process • Markets for target products continue to expand, prices stable or increase. • Improved rural investments are maintained by local authorities/beneficiaries. • Provincial and county staff participate in training and implement participatory methodologies and best practices.